

Comprendre le budget de l'État



Photo © Pixabay – ericniequist

La Bpi vous propose une sélection de ressources pour comprendre les enjeux liés au vote du budget de l'État, à consulter au niveau 3, dans l'espace Droit – Économie – Techniques, jusqu'au 2 mars.

Comprendre le budget de l'État

En ce début d'année 2025, l'État se trouve dans une situation inédite depuis 45 ans : aucun budget n'a encore été voté pour l'année à venir. Pour la seconde fois sous la Ve République, une « loi spéciale » (prévues par l'article 47 de la Constitution) a été promulguée, autorisant l'État à assurer la gestion des affaires courantes (lever l'impôt, garantir la continuité des services publics, etc.), en attendant l'adoption du budget 2025. Toutefois, cette solution reste provisoire : en l'absence d'un budget voté, certaines lignes budgétaires pourraient augmenter mécaniquement, notamment le barème de l'impôt sur le revenu, qui ne serait plus ajusté à l'inflation¹. Cette instabilité politique et budgétaire pourrait également avoir des répercussions sur l'économie du pays, avec une possible hausse des taux d'intérêt de la dette, une diminution des investissements et une montée de la défiance des marchés financiers.

L'examen du projet de loi de finance 2025 a repris le 15 janvier au Sénat, après de longues négociations avec les différents groupes politiques. Désormais, le gouvernement de François Bayrou vise un déficit compris « *entre 5 et 5,5 % du PIB* », contre les 5% initialement prévus par Michel Barnier. Les principales concessions portent sur les dépenses de santé, la hausse des crédits alloués aux outre-mer et l'annulation des 4 000 suppressions de postes d'enseignants². Toutefois, une partie de la gauche juge ces ajustements insuffisants et réclame un nouveau projet de loi intégrant notamment le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et la suspension de la réforme des retraites. De son côté, la droite, qui a annoncé un « *soutien vigilant* »³ à l'exécutif, insiste sur la nécessité d'une réduction importante des dépenses publiques et refuse toute augmentation d'impôts. L'extrême droite s'oppose également aux hausses d'impôts et souhaite que les économies soient réalisées sur l'aide médicale d'État dans le cadre de la politique migratoire.

Pour mieux appréhender les enjeux politiques et économiques qui sous-tendent ces arbitrages budgétaires, il est essentiel de comprendre la structure et les grands principes qui régissent le budget de l'État.

Les principes budgétaires

Le budget de l'État prévoit l'ensemble des recettes et des dépenses publiques sous la forme d'une loi de finances, votée chaque année par le Parlement à la fin de l'année civile. Outre ce principe d'annualité, la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) fixe les principes suivants :

- Principe d'unité budgétaire : toutes les recettes et dépenses de l'État doivent être regroupées dans un document unique, appelé loi de finances, garantissant une vision d'ensemble cohérente des finances publiques.
- Principe d'universalité budgétaire : les recettes et les dépenses doivent être inscrites de manière brute, sans compensation ni affectation spécifique. Autrement dit, elles sont présentées séparément, sans qu'une recette soit directement attribuée à une dépense particulière.
- Principe de spécialité budgétaire : une fois les recettes collectées, les dépenses doivent être affectées à des objectifs ou des actions spécifiques. Ce principe assure la transparence budgétaire et facilite le contrôle parlementaire.
- Principe de sincérité budgétaire : le budget doit refléter une estimation honnête des recettes et des dépenses, sans les surestimer ni les sous-estimer.

En revanche, le principe d'équilibre budgétaire, qui voudrait que les recettes couvrent systématiquement les dépenses, n'est pas une obligation juridique pour l'État car sa réalisation dépend de nombreux facteurs hors de son contrôle, tels que les cycles économiques, les crises sanitaires ou les conflits internationaux. En cours d'année, le gouvernement peut d'ailleurs proposer une loi de finances rectificative afin d'adapter la politique économique à un choc conjoncturel ou à des priorités nouvelles.

La structure du budget de l'État

La loi de finances se compose d'un budget général, ainsi que de budgets annexes et de comptes spéciaux. Contrairement au budget général, ces derniers permettent d'affecter certaines recettes à des dépenses spécifiques. Par ailleurs, la loi de financement de la Sécurité sociale (LFSS) est distincte de la loi de finances, bien qu'elle suive un calendrier d'adoption similaire. Elle définit les conditions d'équilibre financier de la Sécurité sociale en fixant un cadre pour la maîtrise des dépenses sociales et de santé. Ses objectifs de dépenses sont établis en fonction des prévisions de recettes.

¹ [Budget : qu'est-ce que "la loi spéciale" évoquée par Emmanuel Macron lors de son allocution ?](#). Le décriptage éco. Fanny Guinochet. France Info, 06/12/2024.

² [Budget 2025 : à combien se chiffrent les dernières concessions de François Bayrou ?](#). Guillaume Jacquot. Public Sénat, 17/01/2025.

³ [Négociations sur le budget : de la gauche à l'extrême droite, chacun fait ses comptes](#). Lilian Alemagna, Lucie Alexandre, Anne-Sophie Lechevallier et Nicolas Massol. Libération, 09/01/2025.

Les dépenses de l'État sont classées en différentes « missions » transversales, elles-mêmes déclinées en « programmes » pilotés par les ministères. À chaque programme se rattache une enveloppe budgétaire précise.

Les dépenses du budget général de l'État se répartissent en plusieurs catégories selon leur nature :

- **Dépenses de fonctionnement** : couvrent les coûts nécessaires au fonctionnement des services publics, tels que la fourniture d'énergie et l'entretien des bâtiments publics.
- **Dépenses de personnel** : englobent la rémunération des fonctionnaires, les cotisations sociales et les pensions de retraite des agents publics.
- **Dépenses d'intervention** : correspondent aux aides et subventions accordées par l'État, incluant les prestations sociales, les subventions aux entreprises, les dotations aux collectivités locales, le financement des établissements publics et la mise en œuvre des politiques publiques.
- **Dépenses d'investissement** : sont destinées à financer la construction d'infrastructures, la recherche et l'innovation, ou encore les grands projets industriels et technologiques.
- **Dépenses liées à la dette publique** : il s'agit du remboursement du capital emprunté ainsi que le paiement des intérêts.

Pour financer ces dépenses, l'État s'appuie sur plusieurs types de recettes :

- **Recettes fiscales** : comprend l'impôt sur le revenu prélevé sur les ménages, l'impôt sur les sociétés prélevé sur les entreprises, les impôts sur la consommation (tels que la TVA), les impôts sur la propriété (incluant la taxe foncière et les droits de succession).
- **Recettes non fiscales** : il s'agit des dividendes versés par les entreprises publiques (EDF, La Poste, etc.), des amendes et sanctions financières résultant de décisions judiciaires ou administratives, et des revenus du patrimoine de l'État (loyers perçus sur son domaine immobilier ou les produits des concessions publiques).

La loi de finance 2024 prévoyait 480 milliards d'euros de dépenses autorisées (hors remboursements et dégrèvements d'impôts et hors pensions)⁴. Les principales missions budgétaires étaient réparties comme suit : enseignement scolaire (20%), engagements financiers (14%, principalement la charge de la dette), défense (13%), recherche et enseignement supérieur (7,3%), solidarité et insertion (7,1%), emploi (5,2%)⁵.

Les recettes nettes de l'État étaient quant à elles estimées à 311,9 milliards d'euros, principalement composées de la TVA (27,2%), de l'impôt sur le revenu (25,2%), et de l'impôt sur les sociétés (19,4%)⁶.

Le déficit budgétaire

En 2024, le budget de la France était largement déficitaire, avec un solde négatif de -146,9 milliards d'euros⁷. Ce déficit, présent depuis 1974, s'est considérablement aggravé sous l'effet de plusieurs facteurs, notamment l'impact prolongé de la crise du covid-19 sur les finances publiques et une croissance économique en berne limitant les recettes fiscales. Initialement prévu à 5,1 % du PIB pour 2024, le déficit public pourrait finalement dépasser les 6 % du PIB selon les dernières estimations⁸. Pour combler son déficit, l'État dispose de plusieurs leviers, notamment l'augmentation des recettes fiscales par une hausse des impôts et des taxes. Cependant, cette solution est souvent perçue comme impopulaire par les gouvernements qui redoutent une remise en cause du principe de consentement à l'impôt, un pilier fondamental de la démocratie. Certains économistes de gauche⁹ plaident néanmoins pour plus de justice fiscale, en préconisant une augmentation des prélèvements sur les ménages et entreprises les

⁴ [Le budget de l'État voté pour 2024](#). Repères : politique, procédure et gestion budgétaires. Budget.gouv.fr, 31/01/2024.

⁵ [Le budget de l'État voté pour 2024 en quelques chiffres \(loi de finances initiale\)](#). Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, janvier 2024.

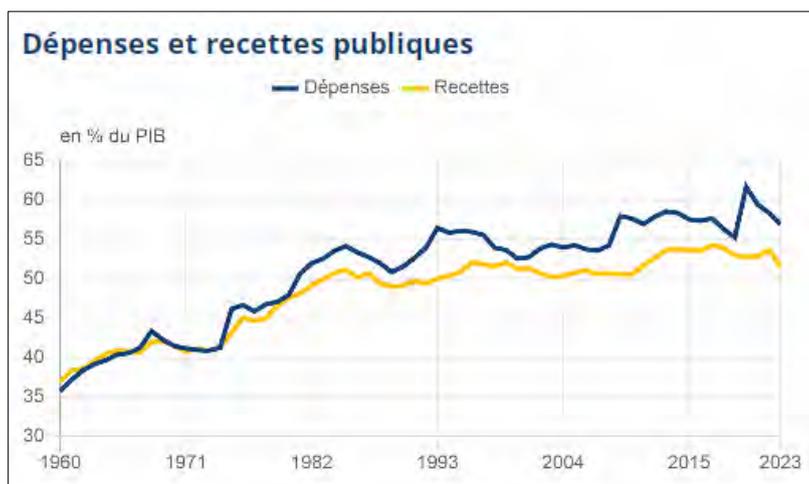
⁶ [Le budget de l'État voté pour 2024](#). Repères : politique, procédure et gestion budgétaires. Budget.gouv.fr, 31/01/2024.

⁷ Ibid.

⁸ [Budget 2024 : pourquoi le déficit continue-t-il de se creuser et "risque de dépasser les 6% du PIB" cette année ?](#). Luc Chagnon. France Info, 26/09/2024.

⁹ [Thomas Piketty : « L'imposition des milliardaires est un débat politique et non juridique »](#). Tribune, Le Monde, 12/10/2024.

plus aisés. À l'inverse, les libéraux défendent une « politique de l'offre » visant à renforcer la compétitivité de l'économie française en limitant la pression fiscale sur les entreprises et les investisseurs¹⁰.



1. Insee, données annuelles de 1960 à 2023

Une autre manière de financer le déficit consiste à emprunter sur les marchés financiers, au risque d'alourdir encore davantage la dette publique, qui atteint actuellement 112 % du PIB¹¹. Cette situation s'écarte significativement du cadre budgétaire imposé par l'Union européenne, qui fixe une « trajectoire de référence » limitant la dette publique à 60 % du PIB et le déficit budgétaire à moins de 3 % du PIB. Soutenues par les libéraux, ces règles sont contestées à gauche, car elles contraindraient les États à adopter des politiques d'austérité, principalement marquées par une réduction des dépenses publiques et, in fine, par une augmentation des inégalités économiques et sociales. Selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), « afin de garantir le respect des traités et inscrire un début de redressement de comptes publics, le gouvernement devra certainement trouver entre 20 et 25 milliards d'euros pour 2025 »¹². La ministre des Comptes publics a annoncé « un effort historique » de réduction des dépenses publiques, avec 32 milliards d'euros de coupes budgétaires. Associées aux 21 milliards d'euros de recettes supplémentaires, ces mesures représenteraient plus de 50 milliards d'euros d'économies pour l'État¹³. Toutefois, l'OFCE a déjà mis en garde le gouvernement de Michel Barnier contre l'impact négatif d'un tel ajustement sur la croissance : avec les 60 milliards d'euros d'économie initialement prévues, les projections estimaient une perte de 0,8 point de croissance pour l'année 2025¹⁴.

Confrontés à la réduction des dépenses de l'État, les services publics sont en première ligne. L'économiste Philippe Dessertine estime qu'un redressement efficace des finances publiques passerait par une réforme en profondeur des services publics et une limitation des dépenses sociales. Selon lui, il faut nous « interroger sur le périmètre de l'intervention de l'État » qu'il juge excessif et qui alimenterait une « croissance en grande partie artificielle » car soutenue par le déficit¹⁵. Pour les économistes Olivier Bargain et Nicolas Héroult, « le problème n'est pas tant le niveau de la dette et des déficits que la nature des dépenses qui les sous-tendent, et leur rendement économique, environnemental et social »¹⁶. Ils soulignent que les dépenses de fonctionnement des services publics ont reculé depuis les années 1980, alors qu'ils devraient augmenter pour financer le vieillissement de la population et la crise climatique. Alain Trannoy, directeur d'études à l'EHESS, pense également qu'« il ne faut pas sacrifier le long terme au court terme » et estime que « les dépenses visant à la neutralité carbone devraient être financées par de la dette » afin de donner « la priorité absolue à la réduction de la dette écologique que nous laisserons aux générations suivantes ». En revanche, les autres dépenses de l'État pourraient être couvertes par des hausses d'impôt sur les plus riches « qui sont aussi ceux qui émettent le plus de CO2 »¹⁷.

¹⁰ [Opinion : Préserver la politique de l'offre](#). Dominique Villemot. Les Échos, 09/01/2025.

¹¹ [À la fin du deuxième trimestre 2024, la dette publique s'établit à 3 228,4 Md€](#). Statistiques et études. Insee, 27/09/2024.

¹² [Après la censure : impact économique et budgétaire de la Loi spéciale pour 2025](#). Pierre Madec, Mathieu Plane, Raul Sampognaro. OFCE, 22/12/2024.

¹³ [Budget 2025 : la ministre des Comptes publics prévoit une baisse des dépenses de "plus de 30 milliards" d'euros](#). AFP. France Info, 15/01/2025.

¹⁴ [La croissance à l'épreuve du redressement budgétaire. Perspectives 2024-2025 pour l'économie française](#). Mathieu Plane, Elliot Aurissergues, Bruno Coquet, et al. OFCE, 16/10/2024.

¹⁵ [Philippe Dessertine : « Commençons par réformer les services publics »](#). Interview. Le Point, 12/10/2024.

¹⁶ [« La dérive des déficits liée au coût de fonctionnement de l'État est un mythe »](#). Olivier Bargain, Nicolas Héroult. Tribune. Le Monde, 27/10/2024.

¹⁷ [Alain Trannoy, économiste : « Inverser la logique de préparation du budget »](#). Alain Trannoy. Tribune. Le Monde, 25/10/2024.



Parlons budget en 30 questions

Jean-Marie Monnier. La Documentation française, 2024.

Trente questions pour comprendre le budget de l'État, dont le vote, chaque année, représente un moment important de la vie démocratique française. Des outils pédagogiques sont proposés pour rendre ce sujet complexe accessible à un public non spécialiste.

À la Bpi, niveau 3 : 336.32 MON



Le budget de l'État

Maurice Baslé. La Découverte, 2019

Présentation du budget de l'État en France : sa définition, son élaboration, la loi de finances, ainsi que les conséquences macroéconomiques sur les dépenses publiques et les impôts. L'impact des déficits budgétaires et la dette publique sont aussi abordés.

À la Bpi, niveau 3 : 336.32 BAS



Ouvrage en ligne accessible à la Bpi après connexion au wifi-Bpi sur shs.cairn.info



Les finances publiques

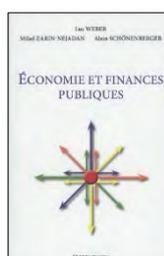
Frank Mordacq. Que sais-je ?, 2021.

Une synthèse sur les finances publiques françaises : les enjeux, l'unification, la soutenabilité, la gouvernance, les principes, l'organisation, la transparence, la performance, l'exécution, le contrôle. Avec un chapitre consacré aux finances de l'Union européenne.

À la Bpi, niveau 3 : 336.3 MOR



Ouvrage en ligne accessible à la Bpi après connexion au wifi-Bpi sur shs.cairn.info

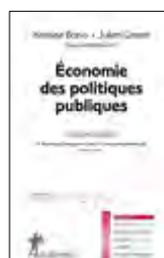


Économie et finances publiques

Luc Weber, Milad Zarin-Nejadan, Alain Schönenberger. Economica, 2017.

Une introduction à l'économie et aux finances publiques en tant que discipline scientifique centrée sur l'étude de l'activité de l'État. Les auteurs présentent et analysent les principaux aspects et exposent les outils d'investigation théorique les plus courants. L'ensemble permet de comprendre et de juger le bien-fondé de l'activité économique de l'État.

À la Bpi, niveau 3 : 336.3 WEB



Économie des politiques publiques

Antoine Bozio, Julien Grenet. La Découverte, 2017.

Fondée sur l'étude de cas empiriques, une réflexion collective sur les conditions d'intervention de l'État dans la sphère économique : les justifications théoriques et les limites de l'intervention, le financement efficace de l'action de l'État, l'organisation des services publics et le financement des assurances sociales, etc.

À la Bpi, niveau 3 : 336 BOZ



Ouvrage en ligne accessible à la Bpi après connexion au wifi-Bpi sur shs.cairn.info

• Les dépenses publiques

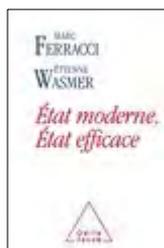


Les dépenses publiques en France

François Facchini, De Boeck supérieur, 2021.

L'auteur présente l'histoire des dépenses publiques françaises, propose une analyse comparative avec les pays du G8 tout en décrivant les explications et travaux économétriques sur les conséquences productives de cette dynamique financière. Il montre notamment qu'au-delà d'un certain volume, la dépense publique a un effet négatif sur la croissance et examine les implications de ce constat.

À la Bpi, niveau 3 : 336.35 FAC



État moderne, État efficace : évaluer les dépenses publiques pour sauvegarder le modèle français

Marc Ferracci, Etienne Wasmer, O. Jacob, 2011.

Dans cet essai, les auteurs prônent une évaluation de la dépense publique afin de pouvoir mesurer l'efficacité d'une politique publique. Ils définissent les critères auxquels doit obéir une politique d'évaluation pour être à la fois impartiale et efficace, en se centrant notamment sur l'impact réel des mesures prises. Des propositions favorisant cette culture de l'évaluation sont lancées.

À la Bpi, niveau 3 : 336.35 FER



Le mythe du trou de la Sécu

Julien Duval, Raisons d'agir éditions, 2020.

L'auteur démonte le discours médiatique et intellectuel dominant sur la faillite de la Sécurité sociale. Il n'y a pas de déficit mais une absence de financement. Il montre comment les gouvernements successifs ont utilisé le financement de l'assurance-maladie comme variable d'ajustement de leur budget et creusé les dettes par les exonérations et allègements des charges sociales.

À la Bpi, niveau 3 : 336.35 DUV



Vive la dépense publique : changeons l'économie quoi qu'il en coûte !

Liêm Hoang-Ngoc, Bruno Tinel, Dod&Cie, 2021.

Un bilan des politiques d'austérité menées en Europe au cours de la décennie passée, déconstruisant le discours anxiogène sur la dette publique et ouvrant le débat sur la politique économique à mener à l'issue de l'élection présidentielle de 2022. Les auteurs soulignent en particulier les limites du plan France relance et esquissent le chiffrage d'un redressement des services publics.

À la Bpi, niveau 3 : 336.35 HOA



Budget de la Sécurité sociale : dérapage ou augmentation structurelle ?

Podcast de France Culture, 2024. Avec : Nicolas Da Silva, Florence Jusot, Elvire Guillaud.

[radiofrance.fr](https://www.radiofrance.fr)

Pour 2025, le déficit de la Sécurité Sociale est estimé à 16 milliards d'euros et, dans son PLFSS, le gouvernement envisage un coup de frein des dépenses avec près de 4 milliards d'euros d'économies : vit-on un dérapage des dépenses de santé ?



Frais de palais : vivre à l'Elysée, de De Gaulle à Macron

René Dosière. Éditions de l'Observatoire, 2019.

Après le récit de son combat mené pendant plusieurs années pour faire la lumière sur le budget de la présidence de la République, l'ancien député expose les progrès réalisés, faisant de celui-ci le plus transparent et le mieux contrôlé dans le monde. Tirant un bilan positif de la gestion des finances présidentielles, il en décrit les différents postes de dépense et partage de nombreuses anecdotes.

À la Bpi, niveau 3 : 336.35 DOS



Un pognon de dingue, mais pour qui ? L'argent magique de la pandémie

Maxime Combes, Olivier Petitjean. Seuil / Don Quichotte éditions, 2022.

L'économiste et le journaliste révèlent comment des entreprises privées, telles que Sanofi, Total, Airbus ou encore Renault-PSA, se sont enrichies avec l'argent public grâce à la pandémie engendrée par la Covid-19. Ils dénoncent la manière dont le gouvernement a mis les finances publiques au service du secteur privé sans contrepartie, ni suivi, ni transparence.

À la Bpi, niveau 3 : 336.35 COM

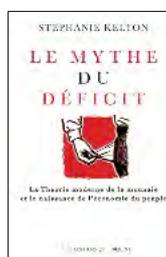


Le soutien public à l'innovation

Christophe Strobel. Presses des Mines / PSL, 2023.

Panorama complet sur la politique d'innovation en France et ses enjeux, en particulier le soutien financier dégagé par l'Etat. L'auteur présente les différentes stratégies d'accélération sur les filières d'avenir, comme la décarbonisation des mobilités, la santé numérique, les nouvelles technologies du spatial ou encore l'intelligence artificielle. Le plan France 2030, lancé en 2021, est décrit.

À la Bpi, niveau 3 : 336.37 STR



Le mythe du déficit : la théorie moderne de la monnaie et la naissance de l'économie du peuple

Stephanie Kelton. Les Liens qui libèrent, 2021.

Une analyse radicale remettant en cause toutes les idées reçues sur le déficit et, au-delà, sur la pensée économique contemporaine. L'auteure aborde notamment l'inflation, le commerce mondial ou encore la construction d'une économie pour le peuple.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 KEL



Finances publiques : quel rôle dans la transition écologique ?

Sébastien Kott, Emilie Moysan et Céline Viessant. Enrick B. éditions, 2023.

Actes d'un colloque interrogeant le rôle des finances publiques dans la transition écologique. Les contributeurs livrent leurs réflexions sur l'opposition et la complémentarité entre l'urgence de sauvegarder l'environnement d'un côté et la soutenabilité des finances publiques de l'autre. Ils soulignent que la transition écologique est une opportunité pour réformer les finances publiques et l'État.

À la Bpi, niveau 3 : 336.3 MOY



Réduire la dépense publique : où, comment, pourquoi ?

Podcast de France Culture, 2024. Avec : Clara Léonard et François Ecale.

radiofrance.fr

Alors que le déficit public pourrait atteindre les 6% à la fin de l'année en France, Michel Barnier a annoncé vouloir réduire les dépenses publiques de 40 Milliards d'euros dès 2025. Peut-on les réduire sans impacter la croissance ? Comment identifier les dépenses dispensables ?



Réformer (vraiment) les retraites

Charles Dennerly. PUF, 2024.

Face aux réponses insuffisantes apportées au vieillissement de la population française par les réformes des retraites depuis les années 1990, l'économiste propose trois axes correspondant à une révolution culturelle du rapport au travail : une unification partielle des régimes, une remise à plat des subventions de l'État et du pilotage du système, une rationalisation des dispositifs rétributifs.

À la Bpi, niveau 3 : 338.1(44) DEN



Trop de fonctionnaires ? Histoire d'une obsession française, XIXe-XXIe siècle

Emilien Ruiz. Fayard, 2021.

L'auteur analyse de manière historique la notion de fonctionnaire, les idées reçues sur ce statut, le développement de l'État, la discrimination sexuelle ou encore l'échec des politiques de réduction des effectifs afin de mieux comprendre d'où vient le stéréotype sur leur trop grand nombre. Il propose également une réflexion sur le rôle que les citoyens veulent collectivement assigner à l'État.

À la Bpi, niveau 2 : 944-4 RUI



Renforcer la qualité de la dépense publique : 9 notes thématiques

Cour des comptes, 2023.

ccomptes.fr

Les notes thématiques publiées par la Cour des comptes font partie d'un ensemble de travaux destinés à contribuer à la revue des dépenses initiée par le Gouvernement dans la perspective des projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2024.

• Les recettes publiques



Parlons impôts en 30 questions

Jean-Marie Monnier. La Documentation française, 2020.

Des réponses factuelles et chiffrées à trente questions sur les impôts et la fiscalité française. Elles sont organisées en doubles pages : une réponse sous forme de fiche, complétée par des encadrés, des graphiques ou des infographies avec des comparaisons internationales.

À la Bpi, niveau 3 : 336.34 MON



Ouvrage en ligne accessible à la Bpi après connexion au wifi-Bpi sur shs.cairn.info

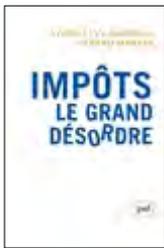


Peut-on être heureux de payer des impôts ?

Pierre Boyer. PUF, 2024.

S'appuyant sur les résultats d'une enquête d'opinion auprès de la population française, l'économiste analyse la relation des contribuables à leurs impôts. Il met en évidence la complexité de cette relation et montre que le consentement à payer des impôts existe en vertu du contrat social qui lie les citoyens au gouvernement mais qu'il est fragile. Il propose des pistes pour l'améliorer.

À la Bpi, niveau 3 : 336.34 BOY



Impôts, le grand désordre

Vivien Levy-Garboua, Gérard Maarek. PUF, 2020.

Un état des lieux du paysage fiscal et des politiques fiscales françaises. Les auteurs proposent d'ordonner la fiscalité selon une logique économique pour faire apparaître le partage entre les catégories sociales et décrivent la nécessité de développer des financements et des modes d'organisation alternatifs afin de respecter les principes de l'impôt et de réduire la taille du service public.

À la Bpi, niveau 3 : 336.34 LEV



Ouvrage en ligne accessible à la Bpi après connexion au wifi-Bpi sur shs.cairn.info



Le cens de l'État : comprendre la crise du politique par la modernité fiscale

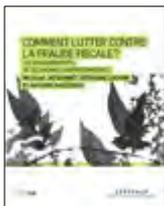
Hubert Etienne. Belles lettres, 2022.

Une déconstruction des pratiques fiscales de l'État et de leurs théorisations politiques. Soumettant à un examen critique les réformes récentes, l'auteur montre que l'extension continue du pouvoir étatique sur les citoyens par l'impôt a pour conséquence un déclin de leurs droits fondamentaux. Il invite à revenir à l'impôt volontaire, vecteur de distinction sociale et d'empathie entre les citoyens.

À la Bpi, niveau 3 : 336.34 ETI



Créez votre compte lecteur à la Bpi et lisez ensuite l'ouvrage à distance : bibliovox.com/book/88930990



Comment lutter contre la fraude fiscale ? Les enseignements de l'économie comportementale

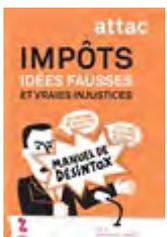
Nicole Jacquemet, Stéphane Luchini, Antoine Malézieux. Rue d'Ulm, 2020.

Le défi que les cas d'évasion fiscale posent à l'analyse économique a été mis en lumière au cours des vingt dernières années conjointement par l'approche comportementale, qui s'appuie sur la psychologie, et par la méthode expérimentale. Cet opuscule rend compte des résultats de ces travaux et présente un panorama des outils de politique fiscale qui s'en dégagent.

À la Bpi, niveau 3 : 336.34 JAC



Créez votre compte lecteur à la Bpi et lisez ensuite l'ouvrage à distance : bibliovox.com/book/88882256

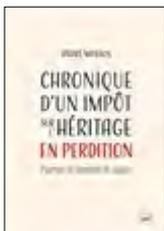


Impôts : idées fausses et vraies injustices, manuel de désintox

Attac (France). Les Liens qui libèrent, 2021.

Le discours dominant relatif à l'impôt tenu dans les médias et par la majorité des responsables politiques vise à le discréditer : trop élevé, plombant l'économie, décourageant les initiatives et faisant fuir les entrepreneurs. Ces clichés contraires aux faits visent à saboter l'un des piliers de toute société démocratique et solidaire, ainsi que le démontrent les auteurs.

À la Bpi, niveau 3 : 336.34 ATT



Chronique d'un impôt sur l'héritage en perdition : pourquoi et comment le sauver

André Masson. PUF, 2023.

Au tournant des années 1980, les droits de succession deviennent impopulaires tandis que donations et héritages se multiplient. L'auteur démontre les avantages de l'impôt successoral dans la lutte contre les inégalités et affirme que l'épargne des seniors pourrait constituer un mécanisme fiscal incitatif afin de financer des projets collectifs de grande échelle.

À la Bpi, niveau 3 : 336.34 MAS



La TVA, invention française, révolution mondiale : l'aventure de Maurice Lauré

Denys Brunel. Eyrolles, 2012.

La TVA a été inventée par un Français, Maurice Lauré. Cet ouvrage décrit la genèse, mais aussi l'actualité de cet impôt remarquable d'efficacité, avec le débat sur la TVA sociale. Il retrace également le parcours de son inventeur, grand économiste et chef d'entreprise français.

À la Bpi, niveau 3 : 354.32 BRU

BIBLIOVox

Créez votre compte lecteur à la Bpi et lisez ensuite l'ouvrage à distance : bibliovox.com/book/88805950



Autour d'impôt : l'impôt et la justice fiscale et sociale expliqués à un.e ami.e qui n'aime pas l'impôt et n'y comprend rien

Vincent Drezet, Ophélie Gath. Syllepse, 2024.

Sous la forme d'une discussion entre deux amis, une présentation pédagogique et engagée du rôle de l'impôt dans la société, abordant des sujets tels que l'évasion fiscale, la dette publique, la fiscalité internationale ou encore le rôle de l'administration fiscale.

À la Bpi, niveau 3 : 336.34 DRE



La taxation des transactions financières

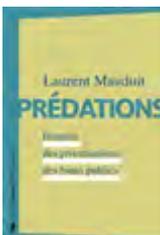
Gunther Capelle-Blancard. La Découverte, 2024.

Alors que l'idée de taxer les transactions financières fait débat, l'auteur analyse les enjeux économiques, financiers, juridiques et politiques d'une telle démarche. Il montre comment une taxation des transactions financières (TTF) adaptée pourrait bénéficier à l'économie mondiale.

À la Bpi, niveau 3 : 333.6 CAP



Ouvrage en ligne accessible à la Bpi après connexion au wifi-Bpi sur shs.cairn.info



Prédations : histoire des privatisations des biens publics

Laurent Mauduit. La Découverte, 2020.

Une critique de la vague de privatisations qui touche la France depuis 1986, qu'elle concerne les banques, l'industrie ou la finance. L'auteur aborde les débats autour de ces opérations, les destructions en cours des services et biens publics ainsi que les prochaines menaces, mettant en lumière un capitalisme tyrannique et illimité dans son mouvement de marchandisation généralisée.

À la Bpi, niveau 3 : 336.56 MAU



À l'ombre des niches fiscales

Katia Weidenfeld. Economica, 2011.

Après une description de l'histoire de la niche fiscale, cette étude montre que les documents budgétaires constituent un outil illusoire pour un suivi opérationnel des niches fiscales et que la niche fiscale reste un instrument de politique économique et sociale peu efficace. Elle analyse enfin quels sont les problèmes qui empêchent la lutte contre les niches fiscales

À la Bpi, niveau 3 : 336.34 WEI



Quels impôts demain ?

L'Économie politique, n°96. Alternatives économiques, novembre 2022.

Dossier consacré à la politique fiscale et aux évolutions de l'imposition au XXI^e siècle, en France principalement, mais également au plan international. Les réformes fiscales, les droits de succession, les cotisations sociales, la fiscalité et l'écologie ainsi que la question du consentement à l'impôt font partie des sujets traités.



Revue en ligne accessible à la Bpi après connexion au wifi-Bpi sur shs.cairn.info



Hausse des impôts : nécessité fait-elle loi ?

Podcast de France Culture, 2024. Avec : Elise Huillery, Guillaume Hannezo, Laurent Bach.

radiofrance.fr

Le gouvernement Barnier et son ministre de l'économie Antoine Armand agitent depuis quelques jours le chiffon rouge d'une hausse d'impôts, brandie comme ultime recours au dérapage budgétaire français. Dans quelle mesure l'avenir budgétaire de la France doit désormais passer par la fiscalité ?

• La dette publique



Parlons dette en 30 questions

Jean-Marie Monnier. La Documentation française, 2023.

En une trentaine de points, des informations factuelles et chiffrées sur la dette et la crise européenne, ainsi que les solutions à envisager.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 MON



Créez votre compte lecteur à la Bpi et lisez ensuite l'ouvrage à distance : bibliovox.com/book/88942246



Le déni de la dette : une histoire française

Laure Quennouëlle-Corre. Flammarion, 2024.

Une approche historique de la dette publique française et du déni collectif qui s'est installé au fil des décennies à son sujet, de la Première Guerre mondiale aux crises successives du XXI^e siècle.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 QUE



La dette au XXI^e siècle : comment s'en libérer

Nicolas Dufrêne. O. Jacob, 2023.

Une étude qui analyse les ressorts de la dette publique, tout en dénonçant l'instrumentalisation des discours et montrant comment aller vers un nouvel ordre monétaire mondial. L'auteur propose notamment d'annuler les dettes détenues par la Banque centrale européenne pour mieux investir.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 DUF



Tout ce qu'on ne vous a jamais dit sur la dette : à commencer par la manière de l'effacer proprement

Mathieu Mucherie. Eyrolles, 2023.

Tandis que la spirale d'endettement s'est accélérée avec les crises déflationniste et sanitaire de 2008 et 2020, l'auteur propose d'annuler la partie des dettes déjà comprises dans le bilan de la banque centrale européenne. Il montre étape par étape que cette solution est possible, légale puis décrit les contreparties à poser afin que cette entreprise ne soit pas renouvelée à chaque génération.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 MUC



La dette publique : précis d'économie citoyenne

Les Économistes atterrés. Points, 2024.

Le collectif déconstruit les idées reçues sur la dette publique grâce à des informations sur le budget de l'État, les modalités de son financement et la manière dont la dette enrichit les citoyens aisés. Ils donnent des clés pour aider les États à affronter la récession sans provoquer une crise des finances publiques.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 ECO



Déficit et dette en temps de crise

François Lequiller. Economica, 2018.

Des explications sur les modes de calcul des indicateurs employés pour juger les finances publiques et la politique économique d'un pays selon les règles en vigueur au sein de l'Union européenne, dont les critères de Maastricht, la procédure de déficit excessif et les programmes d'austérité. Des exemples, notamment en France et en Grèce, étayent le propos.

À la Bpi, niveau 3 : 334.52 LEQ



La dette publique : ses mécanismes, ses enjeux, ses controverses

Bertrand Blancheton. Dunod, 2022.

Analyse sur les enjeux de la dette publique en France dans l'économie post-Covid. L'auteur explique les mécanismes de l'endettement et revient sur les clivages suscités par celui-ci tout en refusant d'envisager l'interdiction ou l'annulation de la dette. Il prône des ajustements pragmatiques et une évolution des politiques monétaires vers plus de souplesse.

À la Bpi, niveau 3 : 336.31 BLA



Revue en ligne accessible à la Bpi après connexion au wifi-Bpi sur shs.cairn.info



La dette, jusqu'où ?

Cahiers français, n°442. La Documentation française, novembre 2024.

Un état des lieux de la dette publique française, abordant les raisons de son accroissement continu depuis cinquante ans, la question de la soutenabilité de l'endettement du pays, entre autres. Des pistes de solution pour réduire l'endettement de la France sont proposées, grâce notamment à des exemples de politiques mises en œuvre dans d'autres pays.

À la Bpi, niveau 2 : 0 CAH 21



Revue en ligne accessible à la Bpi après connexion au wifi-Bpi sur shs.cairn.info



Qui a peur du mur de la dette ?

Podcast de France Culture, 2024. Avec : Pierre-Cyrille Hautcoeur, Clara Léonard, Aurélie Dort, Selma Malmberg .

radiofrance.fr

À l'issue des législatives, le président de la Cour des comptes Pierre Moscovici a alerté sur l'impératif de réduction de la dette française, devant être partagé par toutes les forces politiques. Alors que la dette s'élève aujourd'hui à près de 111% du PIB, faut-il en avoir peur ?

• La politique économique : retour de l'austérité ?



La politique économique

Jean-Marc Daniel. **Que sais-je ?**, 2022.

Une étude sur l'impact de l'État dans la vie économique, notamment ses relations avec la Banque centrale. Elle montre sur quels fondements s'élabore une politique économique et comment elle résulte d'un équilibre entre instruments keynésiens et instruments classiques, entre politique budgétaire et politique monétaire.

À la Bpi, niveau 3 : 338 DAN



Revue en ligne accessible à la Bpi après connexion au wifi-Bpi sur shs.cairn.info



Austérité budgétaire, remède ou poison ? La zone euro à l'épreuve de la crise

Marcel Aloy, Gilles Dufrenot, Anne Péguin-Feissolle. **Atlande**, 2017.

Des interrogations sur la justification de la politique d'austérité et des réformes budgétaires instaurées par la zone euro et qui ont des conséquences sur le quotidien de millions d'Européens. Les auteurs doutent de leur pertinence et appellent à considérer l'hétérogénéité des pays afin de mettre en œuvre des ajustements.

À la Bpi, niveau 3 : 334.52 ALO



Quand l'austérité tue : épidémies, dépressions, suicides : l'économie inhumaine

David Stuckler, Sanjay Basu. **Autrement**, 2014.

Examen des conséquences des réponses politiques à la récession : prolifération des maladies, augmentation des suicides, hausse de la consommation des drogues et de l'alcool, espérance de vie en baisse, etc. La crise et l'austérité ont un coût humain inquiétant.

À la Bpi, niveau 3 : 338 STU



Notre argent public, pour mieux vivre ensemble : impôts, dépense publique, service public, protection sociale : et maintenant que fait-on ?

Vincent Drezet, Ophélie Vildey. **L'Harmattan**, 2021.

Une synthèse sur les finances publiques, principalement en France, pour aider le grand public à comprendre comment elles permettent à une société de fonctionner, quels organismes les gèrent et comment elles sont collectées et utilisées. Les auteurs abordent également l'intérêt de promouvoir la justice fiscale ainsi qu'une prise en charge des enjeux sociaux, environnementaux et économiques.

À la Bpi, niveau 3 : 336.3 DRE



Économie : on n'a pas tout essayé !

Gilles Raveaud. Seuil, 2018.

L'économiste défend la nécessité et la possibilité d'alternatives aux politiques libérales. Il expose les effets néfastes du poids de la finance, des mesures d'austérité et de la montée des inégalités, tout en proposant des pistes de réflexion pour un système économique plus juste, écoresponsable et inclusif.

À la Bpi, niveau 3 : 338 RAV



Les vertus de l'équilibre : l'anti « quoiqu'il en coûte »

Vincent Delahaye. Éditions de l'Onde, 2021.

Essai sur la gestion des finances publiques, notamment durant la crise sanitaire liée à la Covid-19. Le vice-président du Sénat propose des analyses comparatives et des mesures afin de juguler le déficit et la dette publics.

À la Bpi, niveau 3 : 336.32 DEL



L'austérité contre l'emploi : extraits de « La science économique et l'action »

Pierre Mendès France, Gabriel Ardant. Les petits matins, 2013.

Extraits de l'essai publié en 1954 dans lequel l'homme politique et l'économiste démontrent la fragilisation de l'emploi par les politiques publiques d'austérité et la priorité de la réduction du chômage en temps de crise.

À la Bpi, niveau 3 : 338 MEN



L'État entrepreneur : pour en finir avec l'opposition public-privé

Mariana Mazzucato. Fayard, 2020.

Fondée sur le rôle clé de l'innovation dans la croissance, une réflexion sur l'action de l'État dans le dynamisme économique. L'auteure montre l'apport des investissements publics dans la recherche fondamentale et le développement de nouvelles technologies. Elle appelle à repenser la coopération entre les acteurs publics et privés afin de mieux partager et réinvestir les richesses ainsi créées.

À la Bpi, niveau 3 : 336.37 MAZ



La France : déclin ou renaissance

Philippe Ansel, Christian Saint-Étienne. Economica, 2022.

Économistes, les auteurs dressent le bilan économique de la France depuis les années 1980. Selon eux, différentes mesures ont contribué au déclin du pays, notamment la baisse de l'âge de départ à la retraite en 1982, ou celle du temps de travail en 2000. Ils proposent des solutions afin de redresser l'économie française et de mieux gérer les administrations ainsi que les dépenses publiques.

À la Bpi, niveau 3 : 338 ANS



Fake state : l'impuissance organisée de l'État en France

Frédéric Farah. H & O, 2020.

L'auteur montre comment l'État français ne cesse depuis 1983 de se dépouiller de ses moyens d'action, liquidant ses derniers avoires et ses restes de pouvoirs, devenu incapable de défendre l'industrie du pays, de protéger ses actifs et de garantir la cohésion sociale. Il explique comment cette impuissance est à la fois voulue et subie, risquant de plonger le pays dans une grave crise démocratique.

À la Bpi, niveau 3 : 338 FAR

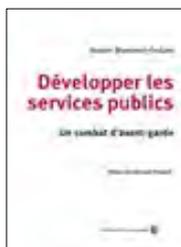


France, le grand redressement

Fondation Concorde. Humensis, 2022.

Des propositions de gouvernance économique dans les domaines de l'industrie, de l'emploi, de l'énergie ou encore des services publics afin d'assurer la croissance du pays et la création de richesses.

À la Bpi, niveau 3 : 338 CON



Développer les services publics : un combat d'avant-garde

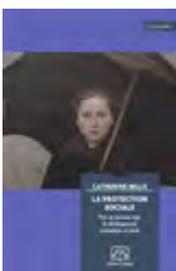
Nasser Mansouri-Guilani. Éditions du Croquant, 2020.

Affaiblis par les politiques libérales, les services publics, qui ne sont pas sans défaut, réduisent les inégalités et renforcent le potentiel productif. Leur promotion est nécessaire pour faire face à la hausse des inégalités, au réchauffement climatique et pour engager un nouveau mode de développement qui respecte l'environnement et les êtres humains.

À la Bpi, niveau 3 : 336.35 MAN



Ouvrage en ligne accessible à la Bpi après connexion au wifi-Bpi sur shs.cairn.info



La protection sociale : pour un nouveau type de développement économique et social

Catherine Mills. Delga, 2022.

Un état des lieux du système de protection social français, miné par la succession de crises sanitaires, économiques et sociales depuis le début du XXI^e siècle. L'auteure met en cause les réformes libérales d'austérité, tout en proposant des alternatives progressistes pour la retraite, le chômage, la santé, les minima sociaux ou encore le financement de la dépense sociale.

À la Bpi, niveau 3 : 338.1(44) MIL



Pour une économie républicaine : une alternative au néolibéralisme

Christophe Ramaux. De Boeck supérieur, 2022.

Décrivant la réalité de l'économie mixte, cet essai plaide pour relier les deux sphères trop longtemps séparées du politique et de l'économie. Il propose quatre chantiers de refondation de l'Etat social : l'écologie, l'entreprise, les services publics et l'Europe.

À la Bpi, niveau 3 : 338 RAM



Revue en ligne accessible à la Bpi après connexion au wifi-Bpi sur shs.cairn.info



"Austérité" : une cure de rigueur

Podcast de France Culture, 2024. Avec : Céline Antonin, Laurent Warlouzet.

radiofrance.fr

Malgré la hausse des prélèvements et la baisse des dépenses publiques prévues dans le budget 2025, le gouvernement Barnier rechigne à le qualifier d'« austérité ». À partir de quand parle-t-on d'« austérité » ? Et comment l'austérité structure-t-elle les rapports de force dans l'UE ?